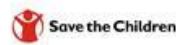


Renforcement de la résilience et la cohésion sociale des populations vulnérables du Liptako-Gourma (RECOLG)



FICHE DE CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES

Approche cash en période de soudure, un moyen sûr d'assurer la sécurité sociale des familles pauvres et une résilience accrue pour les communautés



CONTEXTE D'INTERVENTION ET PROBLÉMATIQUES LIÉES À LA THÉMATIQUE DE CASH TRANSFERT

Le contexte du Liptako-Gourma, triangle transfrontalier entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, se caractérise par une instabilité socio-économique et politique et une insécurité accrue. Cette région est jadis peu peuplée, avec des communautés qui servent également de communautés d'accueil pour les personnes déplacées et les réfugiés, et devient de plus en plus densément peuplée, avec une pression sur les ressources existantes telles que l'eau et la terre. Ces communautés rurales- souvent pauvres- sont composées de pasteurs et d'agro-pasteurs (agriculteurs) qui vivent de la production de leur bétail et de leurs fermes, ainsi que d'un peu de commerce, et de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou dans les pays voisins, qui dépendent principalement de l'aide humanitaire.

La région du Liptako-Gourma a des frontières fluides, ce qui permet le passage de différentes tribus à la recherche de pâturages et d'eau, et en même temps de groupes armés, causant également des zones inaccessibles pour les communautés locales et des migrations transhumaines en raison du contexte de conflit. En outre, la région du Sahel est devenue plus difficile en raison du changement climatique, qui affecte la disponibilité de l'eau potable, de l'eau pour les produits agricoles (denrées alimentaires, fourrage), ainsi que de l'eau pour le bétail. Depuis le début du projet, la situation sécuritaire s'est détériorée dans plusieurs régions en raison des conflits, ainsi que la situation socio-économique, surtout à cause des conséquences du Covid-19 et à la guerre en Ukraine (inflation). En raison des conditions d'accès limitées aux points d'eau pour le bétail, des conflits supplémentaires peuvent survenir entre les éleveurs et les agriculteurs pendant la période de transhumance.

L'intérêt de capitaliser sur la composante "Cash transfert monétaire" (argent liquide pour les familles et argent liquide pour le travail- HIMO¹) est fortement lié à la conception du projet, qui utilise fondamentalement la conception du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix applicable à la population ciblée. Pour la période de soudure et l'insécurité alimentaire récurrente qui affecte plus les familles vulnérables, l'aide en espèces a fourni l'assistance nécessaire pour combler la période d'insécurité alimentaire dans le but de prévenir les pertes de moyens de subsistance et si possible, d'améliorer les moyens de subsistance et les stratégies d'adaptation en général, tout en prévenant les conflits.

Mais surtout, il s'agit d'accroître la résilience des familles pauvres pendant les périodes d'insécurité alimentaire de l'année. Les approches innovantes comprennent la combinaison/l'intégration du transfert monétaire avec la fourniture d'une alimentation complémentaire (farine infantile et sensibilisation sur la bonne utilisation du cash en faveur de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant - ANJE) pour les enfants de moins de 2 ans, ainsi qu'un complément de fourrage, des semences et des techniques agricoles, la distribution de céréales et de petit bétail et, si possible, deux transferts monétaires pour le travail afin de permettre la réalisation de projets communautaires dans certains villages, avec l'implication des jeunes issus des ménages très pauvres.

¹ Activités à Haute Intensité de Main d'œuvre

RAPPEL DES OBJECTIFS ET RÉSULTATS DU PROJET AUXQUELS LES RÉSULTATS DE L'EXPÉRIENCE CONTRIBUENT

Objectif Spécifique 1 : Renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales en renforçant de manière durable et structurales la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Résultat 1 : Favoriser l'accès de 4 885 ménages très vulnérables à un système de protection sociale.

Résultats attendus : Répondre aux besoins alimentaires des ménages très pauvres pendant la période de soudure et leur éviter les stratégies négatives comme la réduction des repas, les dépenses de santé, l'endettement, la vente d'actifs productifs, la mendicité, et la prostitution etc. dans les trois pays.

Bénéficiaires directs : Les bénéficiaires directs du projet sont les groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et/ou à la marginalisation économique et sociale c'est-à-dire les 4885 ménages très pauvres, les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes (FEFA), les personnes en situation de handicap, les femmes cheffes de ménages, les jeunes, et les agropasteurs. Les actions toucheront également les services techniques déconcentrés (STD), les collectivités locales, les organisations des producteurs et les leaders communautaires (femmes, jeunes, coutumiers, religieux, élus locaux). 4 885 ménages très pauvres dont 1 250 ménages affectés par le déplacement recevront des transferts monétaires et/ou Cash+.

Bénéficiaires indirects : Prestataires/opérateurs téléphoniques/commerçants qui fournissent les services des transferts monétaires et le reste de la communauté.

DESCRIPTION DE L'APPROCHE

L'approche du projet était basée sur :

- Le ciblage des ménages avec l'approche « analyses de l'économie des ménages » - HEA/IHEA ;
- La définition au niveau de chaque site (village, tribus, groupement et campements) des critères de ciblage des ménages avec la participation de membres de la communauté pour une appropriation effective des résultats à la fin du processus. Basée sur le cadre d'analyse HEA, la méthode de ciblage s'est appuyée sur les connaissances endogènes et la perception de la communauté afin d'identifier les caractéristiques des quatre catégories socio-économiques de ménages que l'on trouve typiquement en zones rurales (Pauvres, Très Pauvres, Moyens et Nantis). Ce processus a été fait en plusieurs étapes ;
- Organisation d'une Assemblée Générale pour information et sensibilisation des populations ;
- Organisation d'une cession de travail avec les informateurs clés ;
- Listage des noms de tous les chefs de ménages ;
- Organisation d'une Assemblée générale pour la validation des résultats du comité de ciblage ;
- Vérification physique des 10% des ménages listés ;
- Eviter les doublons ;
- Enregistrement de tous les ménages identifiés ;
- Validation des listes au niveau communale.

Cette dernière étape de validation se traduit par :

- L'application des Standard Operating Procedures - SOP pour le cash transfert ;
- L'identification des fournisseurs conformément au SOP ;
- Le partage des listes des bénéficiaires ;
- L'élaboration et partage d'un plan opérationnel de distribution aux STD, les opérateurs et les autorités locales ;
- Identification / mise à jour des sites de distribution ;
- L'étude et suivi du marché.

L'approche de projet était de favoriser l'accès de 4 885 ménages très vulnérables (1 655 au Burkina Faso, 1 050 au Mali avec la prise en compte des ménages très pauvres de la commune de Ansongo, et 2 180 au Niger) à un système de protection sociale, dont 1 250 ménages affectés aussi par le déplacement.

Pour le ciblage de manière participative, l'approche analyse économique du ménage (HEA) avait permis d'une part d'avoir des listes consensuelles de base et d'autre part de faciliter la sélection des ménages bénéficiaires. Déjà dans la première année, la mitigation des risques à cause de l'insécurité, du Covid-19, l'accès de bénéficiaires au cash, le fonctionnement des marchés, et la disponibilité des produits alimentaires étaient nécessaires. Ceci afin de permettre un suivi pertinent des indicateurs clés définis dans le cadre logique (niveau de diversité alimentaire tout au long du projet, le montant total de l'aide reçu au cours du projet par le ménage, ménages hôtes, déplacés internes, et retournés vulnérables recevant des intrants agricoles au cours du projet et les ménages intégrés dans le Registre Social Unifié – RSU). Le choix des modalités pour les transferts monétaires était influencé par des critères de choix des marchés, produits alimentaires, couvertures des besoins alimentaires, et des conditions préalables de vérification, valeur, risques, analyse de marché, et l'évaluation.

Pour le Résultat 1 défini par le projet, « *favoriser l'accès de 4 885 ménages très vulnérables à un système de protection sociale* », les livrables clés étaient :

- Le montant moyen des transferts monétaires effectués (indicateurs),
- 14 190 transferts annuels sont réalisés ;
- 33 110 personnes bénéficient d'une assistance liée à la sécurité alimentaire ;
- 1 cash for work (HIMO) est réalisés par an et par commune ;
- Nombre de personnes qui bénéficient d'actions de HIMO/année sur le projet.

Pour permettre d'atteindre ces différents livrables, les transferts monétaires (cash/apport en nature ou coupons selon le contexte et la méthodologie retenue) doivent être réalisés 3 fois par an par ménage pendant 3 ans pour couvrir la période de soudure (juin à septembre) afin de couvrir leurs besoins immédiats. De même, avant toute distribution d'argent, des évaluations du marché doivent être réalisées dans le but d'orienter les bénéficiaires dans l'utilisation du cash.






Les montants prévus de l'action dans les trois pays étaient : 32 500 XOF au Niger, 35 000 XOF au Burkina Faso et 60 000 XOF au Mali, conformément à l'analyse des coûts du panier alimentaire de ménages réalisée sur la base de l'évolution des prix au niveau des marchés des zones d'interventions du projet et défini dans chacun des trois pays. Les transferts monétaires étaient mis en place par Save the Children, en partenariat avec les ONG nationales, notamment Tassaght au Mali, Karkara au Niger et Crus au Burkina Faso. Les interventions au Burkina Faso étaient dans 5 communes dans la région



du Sahel – Dori, Gorom-Gorom, Falangountou, Markoye et Seytenga, au Mali dans Tin Hama, Ouatagouna et Ansongo et au Niger dans la région de Tillabéry dans les communes de Téra, Kokorou, Ayerou, Gorouol et Bankilaré.

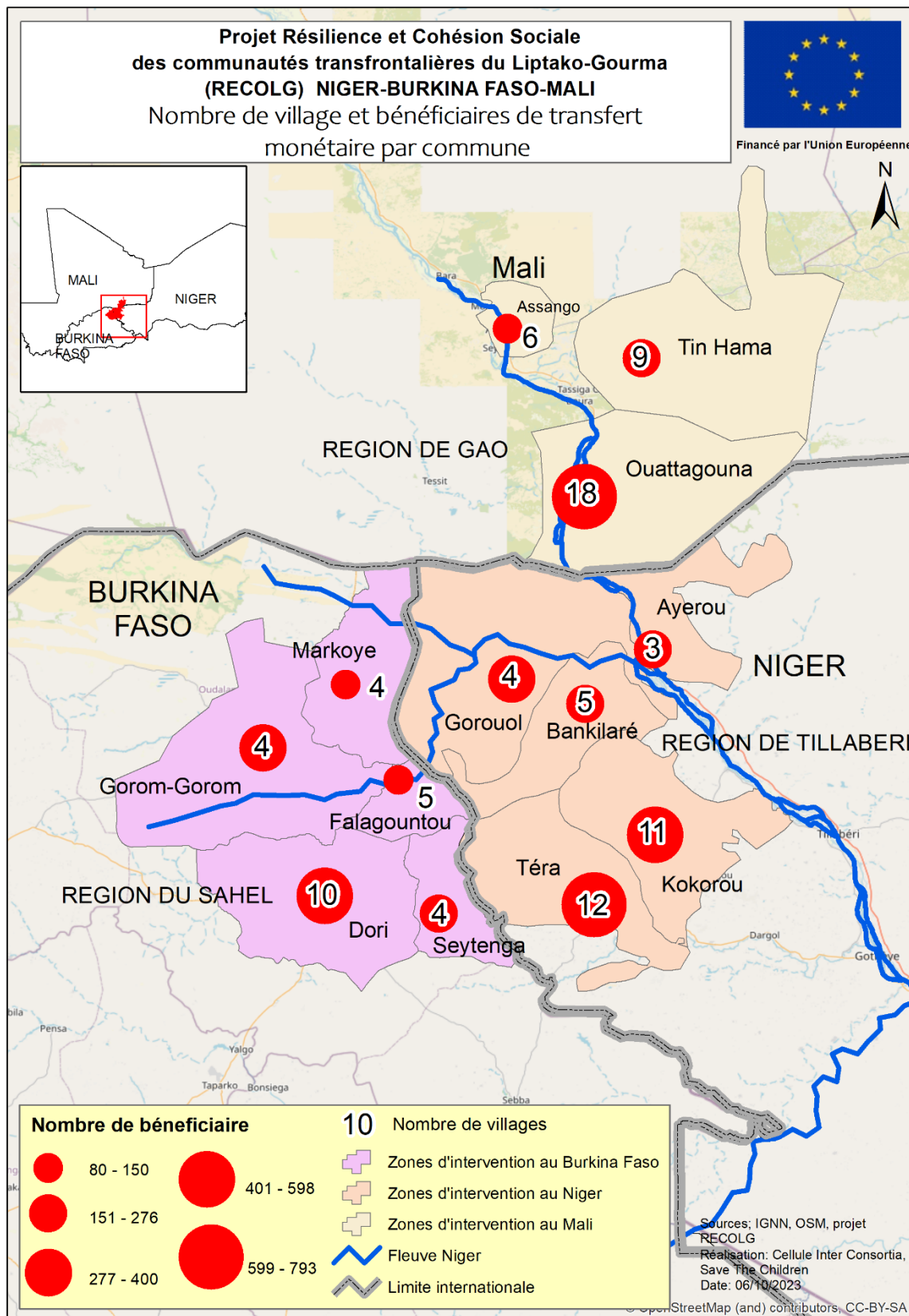
LES ACTEURS IMPLIQUÉS ET LEURS RÔLES

Description des principaux acteurs ayant participé à la mise en œuvre de cette expérience.

-  **À niveau communautaire :** mise en place de comité de ciblage (CC) et de comité de gestion de plainte (CGP) par l'assemblée générale villageoise. Les CC et CGP ont procédé à l'identification des ménages et leur catégorisation socioéconomique selon les critères définis lors de l'Assemblée Générale Villageoise. Les CGP ont également assuré la supervision des opérations de distribution, la remontée des informations et des litiges liés aux distributions du cash qui sont formulés par les bénéficiaires.
-  **Autorités Locales (coutumières, religieuses, élus locaux) :** ont participé au ciblage géographique en facilitant l'identification des sites d'intervention, joué le rôle d'interface entre les équipes de projet et les communautés et ont participé à la validation des résultats finaux du ciblage. Ils ont également pris part à la supervision des opérations de distribution du cash et des travaux de cash for work.
-  **À niveau étatique : des services techniques déconcentrés (STD) et les autorités compétentes (mairies, ministères) :** ont participé à tous le processus depuis le ciblage géographique jusqu'à la validation des résultats en passant par le suivi de la collecte des informations auprès des ménages et de leur caractérisation. Ils ont également assuré la supervision des distribution et l'encadrement des bénéficiaires de cash for work.
-  **ONG Nationales : CRUS au Burkina Faso, TASSAGHT au Mali, AREN et Karkara au Niger. ONG Internationales : Care, DRC, RBM et SCI au Burkina Faso, Care, DRC, RBM et SCI au Mali, SCI, CARE, DRC et RBM au Niger :** Elaboration et partage d'un SOP cash transfert. Elles ont assuré le recrutement et la formation des enquêteurs et leur ont fourni les équipements et l'accompagnement nécessaire lors de la collecte des informations au niveau des ménages lors du ciblage. Elles ont élaboré aussi les pré-listes des ménages vulnérables. Identification / Mise à jour des sites de distribution et étude et Suivi du marché. Elles ont procédé également à l'identification des opérateurs de transferts monétaire et signature d'un accord-cadre avec eux, la supervision des opérations du cash transfert, l'établissement de PV de distribution et suivi post distribution (PDM) assortie d'un rapport.
-  **Les fournisseurs/opérateurs de transferts monétaires :** signature d'un protocole d'accord avec SCI au niveau des trois pays (Burkina Faso, Mali, Niger). Mise à disposition du cash aux



ménages bénéficiaires tout en veillant aux consignes de sécurités mises en place par le projet afin de ne pas exposer les bénéficiaires.



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.



PRINCIPAUX RÉSULTATS/CHANGEMENTS ACCOMPLIS

Description des principaux résultats et changements accomplis par suite de la mise en œuvre de cette expérience.

Les principaux résultats sont établis par des nombres des bénéficiaires de cash transfert (CT) sur 3 ans (2020/2021/2022).

Cash/Cash for work			2020	2021	2022	TOTAL
Burkina Faso	Cash	TP	1470	1655	1655	1 655
		PDI	250	250	250	750
	Cash for work			950	1534	2 484
Niger	Cash	TP	2180	2180	2180	2 180
		PDI				
	Cash for work			201	201	402
Mali	Cash	TP	900	1 050	1 050	1 050
		PDI	150	160	190	500
	Cash for work			330	201	531

Au Burkina Faso, pour les 3 années, respectivement 1 470/1 655/1 655 familles très pauvres et 250 PDI ont reçu le CT 3 fois en 2020 et 2021 (35 000 XOF) et 3 fois en 2022 (40 000 XOF).

Au Mali pour les trois années, 900/1 050/1 050 familles très pauvres et 150/160/190 PDI ont reçu le CT (60 000 XOF pour le ménage TP et 35 000 XOF pour le ménage PDI). Le fond flexible disponible au Mali a été utilisé pour assister 150 bénéficiaires additionnels de la nouvelle commune d'Ansongo.

Au Niger pour les 3 années respectivement 2 180/2 180/2 180 familles très pauvres et 500/500/500 PDI ont reçu le CT 32 500 en 2020 et 2021, et 4 fois en 2022 (40 000 XOF).

Pour le cash for work en 2021/2022, au Burkina Faso 950 et 1 534 bénéficiaires étaient impliqués, au Mali 330 et 201, et au Niger 201 et 201.

Les résultats de la baseline, midline et endline sur des indicateurs liés aux transferts monétaires sont le score de consommation alimentaire, la diversité alimentaire et les stratégies néfastes d'adaptation. Il est possible de constater que l'argent liquide a contribué à des changements positifs et en même temps empêché une forte réduction des valeurs des indicateurs.

Indicateurs		BFA			Mali			Niger		
		Baseline	Midline	Endline	Baseline	Midline	Endline	Baseline	Midline	Endline
SCA (%)	A	40.2	73.0	58.0	23	66.7	43.6	43.2	43.9	47.7
	L	54.7	27.0	38.7	70.9	33.3	38.7	49.8	49.2	49.2
	P	5,1	0.0	3.3	6.1	0.0	1.9	6.9	6.9	3.1
Diversité		13.7	30.6	28.3	6.1	23.1	24.2	18.5	28.5	26.4

CSI (%)	5.73	5.6	4.3	11.39	6.2	5.2	6.74	5.3	4.6
---------	------	-----	-----	-------	-----	-----	------	-----	-----

Les principaux changements observés pour les communes ciblées sont les suivants

- 1) Amélioration de l'état nutritionnel des ménages TP et PDI grâce à la distribution couplée de la farine et du cash.
- 2) Réduction des stratégies néfastes au Burkina Faso, Mali et Niger.
- 3) Revenus supplémentaires au Niger grâce au cash reçu.

Les principaux changements observés pour des ménages sont les suivants

- 1) Augmentation du nombre de repas journaliers de 1 à 3 fois pour les ménages au Burkina Faso et Niger.
- 2) La capacité de faire face aux multiples besoins du ménage (santé, éducation, alimentaire, etc.) grâce au cash reçu.
- 3) La réduction de la malnutrition au niveau des ménages.
- 4) Contribution à la couverture des besoins alimentaires des ménages bénéficiaire dans les trois pays.
- 5) Disponibilité à travailler son champ (plus de vente de main d'œuvre aux autres)

LA RÉCOLTE DES CHANGEMENTS (OUTCOME HARVESTING) EFFECTUÉE EN FÉVRIER 2023 A PERMIS D'OBTENIR LES RÉSULTATS SUIVANTS

Au Burkina Faso : 100% des ménages interrogés estiment que le projet a une bonne vision, et que donner du cash en période de soudure aide les ménages très pauvres à faire face aux difficultés saisonnières. Parmi ces ménages, 10% pensent que le montant et la fréquence ne leur permettront pas de sortir stablement de la pauvreté, et indique besoin d'une amélioration. 10% affirment que le cash soudure leur a permis d'investir du temps dans leur champs au lieu d'aller travailler chez d'autres ménages et subvenir à leur besoin alimentaire. 7% des ménages ont investi le cash reçu dans les activités génératrices de revenu comme le petit commerce. Malheureusement, aucun ménage est intégré dans le Registre Social Unifié (RSU). Le cash a facilité l'augmentation de la ration alimentaire, l'augmentation des nombres de repas et l'accès à la nourriture équilibrée. Le cash for work a permis la récupération des terres dégradées au cours de l'année 2 et 3 du projet pour un totale de 834,5 hectares.

Au Mali, l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages est le changement le plus significatif selon les résultats des données qualitatives collectées auprès des STD. Le score moyen de diversité alimentaire du ménage est de 3, ce qui signifie qu'en moyenne les ménages consomment au moins 4 groupes d'aliments. Malheureusement, aucun ménage n'a intégré le RSU. Parmi d'autres résultats positifs, l'amélioration de l'état nutritionnel des ménages grâce au cash reçu (nombre de repas 3 fois par jour : 30-40%), la diminution de la malnutrition des enfants, et la bonne nourriture de la famille (locale et PDI). Aussi la création de revenu, la réduction des stratégies néfastes, et en même temps l'augmentation de la sécurité alimentaire. Le cash for work a facilité la récupération des terres (17 hectares), la réhabilitation de digues, l'assainissement lieux publics (Centre de Santé Communautaire, Gare, caniveaux), et l'assainissement dans le village.



Au Niger, basé sur des résultats des enquêtes qualitatives, 70% des ménages ont diversifié leur alimentation pendant la période du cash transferts, 78% des ménages en moyenne ont un score de consommation acceptable et 78% des ménages ont adopté de bonnes stratégies de survie. Malheureusement, aucun ménage n'est intégré dans le RSU. 58,71% des 108 ménages enquêtés ont mentionné aussi comme résultats une augmentation de la fréquence de repas, la réduction de la malnutrition grâce au cash reçu et à la farine enrichie. De même, 96% d'entre eux ont affirmé une amélioration des relations au sein des ménages TP car ayant retrouvé la sérénité à travers la couverture des besoins alimentaires et d'autres dépenses du ménage sans faire recours à d'autres stratégies peu onéreuses.

Une augmentation de 18% du revenu moyen des ménages très pauvres par rapport à la baseline d'après les résultats de l'évaluation finale du projet favorisé par la combinaison des activités de cash/AVEC/animaux reçus. Pour le cash for work, toutes les communes ont été concernées par l'activité de cash for work à travers la construction des ouvrages agrosylvopastoraux avec 120 hectares de terres récupérées pour un montant de 39 357 420 XOF.

Par ailleurs, l'appréciation quantitative, des différents indicateurs appréciés lors de la baseline, midline et endline, a indiqué une évolution positive des indicateurs clés du projet permettant d'évaluer la valeur ajoutée du cash combiné à d'autres activités du R2 et R3, pendant la période du projet, bien que des différences soient constatées selon les pays en raison du contexte sécuritaire et de la fonctionnalité des marchés communautaires pouvant faciliter l'accès aux aliments et l'écoulement des marchandises. Il s'agit des indicateurs concernant le Minimal Acceptable Diet (MAD) pour des enfants, Minimum Dietary Diversity Score des femmes (MDDS-W), diversité alimentaire des ménages TP, revenu des ménages et le score de consommation alimentaire (SCA) et l'adoption de stratégie de survie moins néfastes de survie (CSI). Voir tableaux ci-après.

Pays	Taux d'augmentation du revenu par rapport à la baseline	Evolution de la DAM-F 15-49 ans		Minimum Alimentaire Acceptable enfants 6-23 mois		Index de stratégie de survie (CSI)	
		Baseline	Endline	Baseline	Endline	Baseline	Endline
Burkina Faso	68%	6,9%	15,04%	25,7%	31,62%	5,73	2,55
Mali	21,5%	4,8%	11,93%	8,3%	27,5%	11,39	3,33
Niger	18%	5,8%	13,22%	9,1 %	17,1%	6,74	1,62

Pays	Evolution SCA						Diversité alimentaire des ménages TP	
	Baseline			Endline				
	Acceptable	Limite	Pauvre	Acceptable	Limite	Pauvre	Baseline	Endline
Burkina Faso	40,20%	54,70%	5,10%	60,20%	39,40%	0,40%	13,7	27,2
Mali	23,00%	70,90%	6,10%	47,70%	45,00%	7,30%	6,1	23,9
Niger	43,20%	49,80%	6,90%	55,50%	33,90%	10,60%	18,5	3,33

DEFIS ET DIFFICULTES

- La dégradation du contexte sécuritaire dans les villages a demandé plus des efforts des relais et agents de partenaire local pour la mise en œuvre et le suivi les activités. Le défi de couverture de tous les ménages TP dans les villages d'intervention. Pour faciliter l'accès à la zone d'intervention du projet pour le staff de SC et partenaires de mise œuvre, un plan de contingence a été élaboré, intégrant l'utilisation des prestataires locaux, des relais communautaires et dans une certaine mesure la délocalisation de certaines activités comme les formations et le cash transfert.
- Le non-respect par les opérateurs des programmes de retrait du cash par les bénéficiaires a demandé des efforts supplémentaires de la part des équipes en plus d'informer les bénéficiaires lors des déprogrammations.
- L'instabilité de la couverture du réseau téléphonique qui a été résolue par la mise en place d'un mécanisme de retrait du cash en offline dans les zones à faible couverture de réseau. Les opérations de retrait du cash se sont déroulées les jours des marchés en ciblant un lieu sécurisé et discret afin d'éviter d'attirer l'attention et exposer les bénéficiaires.
- Le déplacement des populations des zones d'interventions qui a conduit à la mise en place d'un mécanisme de suivi des ménages TP bénéficiaires afin de les repérer et mettre à jour les informations de la base de données des TP et poursuivre leur accompagnement et appui.
- Pour le problème de trésorerie des différents points de retraits causé par le manque de liquidité dans les banques, Save the Children et ses partenaires ont pu s'appuyer sur une mobilisation des fonds au niveau des commerçants locaux.
- Le retard dans le déblocage des fonds des partenaires de mise œuvre a été mitigé par le prolongement de la période des activités pour le cash for work.
- La difficulté dans la mise à disposition des fonds aux Institutions de Micro-Finance (IMF) a demandé un prolongement des périodes de distribution, et une difficulté dans la justification des fonds aux IMF.
- Révision du contrat avec le fournisseur.

INNOVATION

La partie innovante de l'activité a été la combinaison de l'argent liquide avec la distribution de farine infantile aux familles très pauvres. Cela a permis de sensibiliser les familles aux bonnes pratiques alimentaires, en particulier pour les nourrissons et les jeunes enfants. Ceci est conforme à la programmation locale de l'ANJE et à l'approche commune, « *Resourcing Families for Better Nutrition* », utilisée par Save the Children. En outre, la composante en espèces sous forme d'argent pour le travail dans la communauté a été reliée aux plans d'épargne villageois (AVEC), ce qui a permis aux bénéficiaires de continuer à s'engager financièrement. Les deux éléments en espèces ont été planifiés en temps opportun pour surmonter la période de famine et permettre aux bénéficiaires de s'engager financièrement.

Les travaux du système d'argent liquide ont permis un enregistrement numérique protégé des données au niveau régional, après la première année, conformément aux protocoles du SC pour l'enregistrement des données des bénéficiaires.



PRINCIPALES LECONS APPRISES

- La planification et la mise en œuvre du volet "espèces" au cours des trois années a été entravée par plusieurs problèmes qui auraient pu être abordés à un stade plus précoce de la conception. Quelques exemples sont mentionnés ci-dessous.
- Lors de la phase de conception, il aurait fallu accorder plus d'attention aux différents contextes de chaque pays et aux influences que l'environnement aurait eu sur les activités prévues (et donc sur les résultats). Il a été difficile d'adopter une approche régionale harmonisée dès le départ, car tous les pays n'avaient pas la même expérience pour les transferts d'argent liquide, ni des méthodologies et approches de transfert d'argent liquide et utilisation des systèmes d'argent liquide. La collaboration avec les différents prestataires de services financiers a constitué un défi, tant pour l'utilisation du système de prestation de services que pour la sélection des bénéficiaires et la vérification. Un système à l'épreuve de la fraude est la qualité la plus élevée que le projet souhaitait mettre en place, ce qui signifie que le personnel et les livraisons aux bénéficiaires sont dignes de confiance.
- La structure de gouvernance initiale n'a pas permis aux projets nationaux et à leurs activités préparatoires de contribuer aux opérations globales et de bénéficier du soutien nécessaire/demandé aux équipes d'experts régionales. Cela a retardé les travaux préparatoires des équipes d'experts régionales, nécessaires pour s'aligner sur la planification des activités. Les pays ont suivi leurs propres méthodes de travail et ont été moins enclins à partager les résultats des évaluations et autres documents (évaluations du marché, évaluations nutritionnelles). L'acquisition des intrants nécessaires aux systèmes de transferts monétaires, y compris la machine à empreintes digitales, le système de données régionales pour les bénéficiaires, les systèmes de transferts mobiles fonctionnels, a eu un impact, surtout au début, sur la rapidité des transferts monétaires pendant la période de soudure. Cela a également empêché l'harmonisation sur la distribution de farine infantile (et la sensibilisation prévue à la nutrition).
- Le fait de faire le cash pendant la période de soudure et de le coupler avec la distribution des farines a permis aux ménages de renforcer leur capacité de résilience à pouvoir travailler dans les champs tout en évitant les stratégies négatives de survie.

RECOMMANDATIONS

- 1) Pour cibler des bénéficiaires, veiller au respect de la note méthodologique par le référent technique, et tenir compte de la taille de population en choisissant des bénéficiaires ;
- 2) Pour éviter des pratiques néfastes, il est important de cash à la disposition des ménages ciblés dans le temps prévu, pendant la période de soudure pour leur permettre de l'utiliser efficacement. Cette disposition permettra ainsi au projet d'atteindre les objectifs établis pour l'activité ;
- 3) Pour le cash : fixer un montant du cash transfert qui prend en considération le souhait et le besoin des ménages Très Pauvres, tenir compte du transport de bénéficiaires d'une localité à l'autre (plus sécurisée) dans un contexte de crise, et en cas d'utilisation des transferts électroniques, doter les bénéficiaires d'une carte SIM et téléphones simple ;

- 4) Le fait de disposer dès la conception du projet des systèmes convenus pour les transferts d'argent liquide, ainsi que de l'équipement nécessaire, permettrait de distribuer l'argent en temps voulu dans les différents lieux.

RECITS ET TEMOIGNAGES

BURKINA FASO

Je suis Sonde Djénéba, j'ai 52 ans et je vis à Ierbou un des villages de Dori (6 km), femme chef de ménage, agropasteur. J'ai 10 personnes à charge.

Voici comment le cash a impacté ma vie : en fait, cela fait maintenant deux saisons sèches que mon fils n'est plus allé en aventure dans un site d'exploitation artisanale minière parce que le cash a remplacé valablement ce qu'il apportait à la famille. Il est resté surveiller nos champs en y apportant de la fumure organique pour une meilleure récolte. Dans ma famille, chaque année, je vendais 2 à 3 chèvres pour acheter des vivres. Mais depuis que j'ai commencé à bénéficier du cash, je n'ai plus vendu de chèvres. Donc durant les trois dernières années, mon cheptel de chèvres a augmenté. Le cash m'a également aidé à accompagner ma fille et ma petite fille à l'école en ayant un bon repas par jour et en leur donnant chaque jour de classe 100 XOF. Je suis très heureuse de faire partie des bénéficiaires du cash.

Avant que Dieu nous montre la prochaine distribution, si le cash devrait reprendre, il faudra augmenter le nombre de bénéficiaires ou faire des rotations de bénéficiaires. Par exemple, si cette année on donne à 100 bénéficiaires dans un village, l'année suivante, on donne à 100 autres dans un même village parce que la vie est devenue plus chère avec la situation sécuritaire précaire. Quel que soit celui qui a pris la décision d'arrêter le cash, qu'il sache que c'est une très mauvaise décision. Parce que constituer les gens en coopératives ou les apporter les vivres ne remplace pas le fait d'avoir son propre argent et effectuer ses dépenses soi-même pour satisfaire ses besoins. L'arrêt du cash peut accentuer la pauvreté et chaque responsable de famille fera tout pour aider sa famille ne serait-ce que marier tôt ses filles pour diminuer les charges ou interrompre les études des enfants pour qu'ils apportent de l'argent à la famille en travaillant.

Nous vous disons merci pour toutes les aides que vous nous apportez.





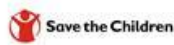
NIGER

Bonjour je m'appelle Fadima Hamadou. J'ai 24 ans, chef de ménage. Je viens de Deberi, je suis agropasteur et j'ai 5 personnes à charge.

Le cash et la farine nous ont apporté beaucoup de profits. Les saisons agricoles au Sahel sont mauvaises depuis plusieurs années, causant presque la famine, surtout maintenant que la plupart de nos champs sont inaccessibles à cause de la situation sécuritaire. Le cash intervient en période de soudure, une période pendant laquelle les conditions de vie sont extrêmement difficiles, la nourriture est rare et chère sur le marché, et l'eau est encore plus difficile à se procurer. Avec le cash accompagné de la farine on arrivait à répondre à ces besoins de base et essentiels pour survivre, nourrir les enfants et palier à certains problèmes de santé au besoin. Le montant du cash est petit mais bien utile surtout qu'il est accompagné de plusieurs autres actions. Aussi il a ramené un certain bon vivre et a amélioré considérablement nos relations entre ménages, entre parents et enfants, hommes et femmes et même entre communautés de différentes localités. Les communautés avec les fréquents échanges et contacts ont tissés des liens de fraternité et d'amitié car elles ont pu briser le manque de confiance qui existait avant. Il y a aussi selon moi une meilleure implication des jeunes et femmes dans les prises de décisions au niveau du ménage et plus de communication entre parents et enfants.

Grâce au cash on est arrivé à nous occuper aussi de notre cheptel. Le projet a distribué aussi de l'aliment bétail et cela nous a évité de vendre les animaux à bas prix à cause de la saison sèche pour trouver la nourriture. Certains arrivent même à préparer les champs et payer des semences en attendant la saison de pluie. Le cash a aussi réduit l'orpaillage et la fuite de nos hommes vers d'autres pays à la recherche du revenu car la situation contraignait certains à quitter mais le projet a donné de bonnes raisons à certains de rester. Certains ont développé des petits commerces. Merci au porteur du projet, à tous les acteurs et aux services de l'Etat dont on a constaté l'implication tout au long de la mise en œuvre du projet. Merci pour leur encadrement technique. Cependant, j'ai un plaidoyer à adresser aux ONG pour plus d'implication des jeunes et des femmes et continuer de financer les Activités Génératrices de Revenus (AGR). Il faut aussi augmenter le montant du cash. Merci.



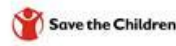


MALI

Récit de Mme Takawalit Walet Almouner

Mon mari a été assassiné. J'ai pu m'en fuir avec mon frère vers le village de Karou de la même localité dans un premier temps, ensuite vers le village de Labbezanga pour plus de sécurité. Sans espoir, nous avons été accueillis par le chef de village. À la suite des actions humanitaires, j'ai été recensée comme déplacée interne (PDI) par Save the Children à travers le projet « RECOLG » parmi tant d'autres qui œuvrent pour l'assistance des populations vulnérables. J'ai été appuyée par un montant de trente-cinq mille francs CFA pendant 3 mois. Cette somme m'a permis d'entreprendre quelques activités génératrices de revenus (AGR), comme le petit commerce. Stressée, ne sachant que faire, le projet a organisé des activités de sensibilisation sur la cohésion sociale, c'est-à-dire pour mettre en valeur le « vivre ensemble ». Ces activités de sensibilisation m'ont permis une réelle intégration sociale pour mieux vivre.





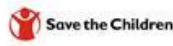
MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK
Danida

BURKINA FASO

Récit de Mr Amadou Daoudou,

Je viens du village de Tokabangou de Markoye. J'ai 60 ans, marié, polygame, agriculteur, 18 personnes à charge. J'ai bénéficié du cash transfert dans le cadre du projet RECOLG. Cet argent a été d'un très grand apport pour moi et mon ménage. Il nous a permis en grande partie de gérer les besoins de première nécessité de ma famille en général et ceux de mes enfants en particulier. En fait le cash que j'ai reçu a servi non seulement à payer de la nourriture pour la famille et en plus à gérer les frais scolaires et médicaux de nos enfants. Donc pour ça nous ne pouvons que remercier tous les acteurs du projet et les exhorter à continuer de nous aider. Nous sommes vraiment satisfaits de l'aide apportée. Nous sommes également satisfaits du système qui est utilisé pour nous apporter cette aide. S'il y a quelques choses à améliorer c'est peut-être de revoir, dans la mesure du possible, à la hausse le montant du cash. Merci.





BIBLIOGRAPHIE

- Note méthodologique cash transfert
- Rapports d'évaluation (baseline-midline)
- Rapports PDM des trois pays 2020/2021/2022
- Rapports pays de récolte des changements février 2023
- Récits et témoignages des bénéficiaires
- Rapport narratifs annuels du projet
- Rapports ateliers bilan du projet

COMMENT MIEUX DIFFUSER LE DOCUMENT DE CAPITALISATION ?

- Annexe au rapport final du projet
- Bailleurs de fonds
- ONG internationales et nationales membres du consortium
- Autres ONG internationales et nationales/webinar
- Save the Children International Learning hub.